



Membre de la Plateforme de l'Agence
des droits Fondamentaux de l'UE

Nantes, le 8 mars 2011

Bretagne Réunie réagit aux propos du président Sarkozy sur « la Loire-Atlantique en région Bretagne », tenu devant une Assemblée d’élus locaux, lors de sa visite à Josselin (Morbihan) ce 8 mars 2011. « Prenez votre destin en mains » lance-t-il aux Bretons à ce sujet...

Le président Sarkozy nous mène en bateau; nous disons notre ras-le-bol de voir la question légitime de la réunification de la Bretagne avec son département de Loire-Atlantique sans cesse ballottée entre l’État et les collectivités bretonnes, au gré des intérêts politiciens.

Les outils juridiques, invoqués par le président Sarkozy, issus de la loi du 16 décembre 2010 sur les collectivités (article 12 bis) sont une impasse organisée, nous voyons mal le conseil régional des pays de la Loire donner un accord favorable. Les Bretons des 5 départements ne peuvent prendre leur destin en main sur la question de leur réunification, l’imbroglio juridique les font dépendre du droit de veto de la région des pays de Loire. Tout est verrouillé ! C’est au mépris du droit international que les Bretons de Loire-Atlantique doivent rester prisonniers d’une région pays de la Loire qu’ils n’ont jamais choisi d’intégrer !

Nous situons notre demande sur un autre terrain juridique, celui contenu dans le Code des collectivités locales à l’article L. 4122-1, où il faut une demande conjointe et claire du Conseil général de Loire-Atlantique et du Conseil régional de Bretagne qui demanderont à l’État de trancher sur la base de cet article, puisqu’il n’y a aura pas d’accord du conseil régional pays de la Loire. Suite à un courrier envoyé en janvier dernier à ces deux collectivités et resté sans réponse, nous allons les relancer sur ce point. Les élus de Bretagne doivent se montrer plus déterminés et plus unis.

L’État doit jouer son rôle en organisant un « Grenelle de la réunification de la Bretagne », en réunissant les collectivités bretonnes, en favorisant la réorganisation de l’Ouest (cf. notre proposition « 4 régions fortes au lieu de 6 régions faibles »).

Par ailleurs, nous rappelons notre opposition à la fusion des régions Bretagne-Pays de la Loire et à la création d’un « grand-Ouest » rampant qui diluerait la Bretagne, ses intérêts et son identité.

Les Bretons tentent depuis des décennies de prendre en main leur unité territoriale face à la coupure administrative les séparant en deux. Ils le font grâce à des associations culturelles, économiques, touristiques, par des coopérations entre collectivités reliant les 5 départements bretons entre eux, par des votes de centaines de délibérations pro-réunification par nos collectivités... Pour autant, l’État et son administration, par des réformes successives, accentuent l’intégration forcée de la Loire-Atlantique à la région pays de la Loire – sans compter l’Éducation nationale qui contribue à nier chaque jour l’identité bretonne de la Loire-Atlantique auprès des jeunes, en ne délivrant pas l’enseignement de l’histoire de Bretagne et de la culture bretonne à tous.

Les citoyens de la Loire-Atlantique et de tout le reste de la Bretagne se mobiliseront pour leur destin le 18 juin prochain à Nantes, par une grande manifestation « Bretagne en Résistance » !

Fondée en 1980, l'association **Bretagne Réunie**, Comité pour l'unité administrative de la Bretagne, régie par la loi de 1901, se donne comme but la reconnaissance comme collectivité territoriale d'une région Bretagne formée des actuels départements des Côtes-d'Armor, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique et du Morbihan. L'association se définit comme démocratique, unitaire et apolitique. Elle agit pour et dans le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. www.bretagne-reunie.org

Président de l'association Brteagne Réunie : Paul Loret à Nantes (06 64 33 91 21)

T.Jolivet, membre du CA de Bretagne Réunie et responsable du comité local pays de Vannes -Ploërmel -Josselin (06 24 93 61 34)